

GE_GERICHTE PG/251/2024 vom 14. Juni 2024

GE Cour de justice, 2024-06-14, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_PG_251_2024

FR: GE_GERICHTE PG/251/2024 du 14 juin 2024

IT: GE_GERICHTE PG/251/2024 del 14 giugno 2024

Regeste

ASSISTANCE JUDICIAIRE;PLAINTE PÉNALE | CPP.136.al1.letb

Volltext

Genève Cour de Justice (Cour pénale) Chambre pénale de recours 14.06.2024 PG/251/2024

ASSISTANCE JUDICIAIRE;PLAINTE PÉNALE | CPP.136.al1.letb

PG/251/2024 ACPR/454/2024 du 14.06.2024 sur OMP/10739/2024 (MP) , REJETE
Recours TF déposé le 25.06.2024, rendu le 16.07.2024, IRRECEVABLE, 7B_680/2024
Descripteurs : ASSISTANCE JUDICIAIRE;PLAINTE PÉNALE Normes :
CPP.136.al1.letb république et canton de Genève POUVOIR JUDICIAIRE PG/251/2024
ACPR/ 454/2024 COUR DE JUSTICE Chambre pénale de recours Arrêt du vendredi 14
juin 2024 Entre A _____ , domiciliée _____ , agissant en personne, recourante, contre
l'ordonnance rendue le 23 mai 2024 par le Ministère public, et LE MINISTÈRE PUBLIC de
la République et canton de Genève, route de Chancy 6B, 1213 Petit-Lancy - case postale
3565, 1211 Genève 3, intimé. Vu : - l'ordonnance du Ministère public du 23 mai 2024,
notifiée le lendemain, refusant, en l'état, d'accorder l'assistance judiciaire à A_____ ; -
le recours formé le 30 mai 2024 par la précitée contre cette décision. Attendu que : -
par pli du 6 mai 2024, reçu le 8 suivant par le Ministère public, A_____ a sollicité
l'assistance juridique, produisant à l'appui plusieurs pièces sur sa situation financière ainsi
que, notamment, des échanges de courriers avec l'Hospice général qu'elle semble accuser de
"divers abus, déshonneur et non-respect" , non explicités, la teneur de sa lettre étant pour le
surplus incompréhensible; - le 7 mai 2024, elle a adressé au Ministère public, par efax,
le formulaire d'assistance judiciaire pour la partie plaignante; - dans son ordonnance
attaquée, le Ministère public considère que la demande d'assistance juridique est prématurée
à ce stade, faute de pouvoir déterminer si la requérante pourra faire valoir des prétentions
civiles qui ne paraissent pas vouées à l'échec (art. 136 al. 1 let. b CPP), et que l'intéressée
pourra formuler sa requête lors du dépôt de sa plainte pénale; - dans son recours,
A_____ invoque son droit fondamental à bénéficier de l'assistance judiciaire. Considérant
en droit que : - le recours – bien que limite sous l'angle de la motivation – sera
considéré comme recevable à la forme (art. 385 al. 1 CPP), en tant qu'il émane d'une
justiciable en personne. Il est recevable pour le surplus pour avoir été déposé dans le délai
prescrit (art. 396 al. 1 CPP), concerner une ordonnance sujette à recours auprès de la
Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP) et émaner de la personne directement touchée
dans ses droits (art. 105 al. 1 let. f et al. 2 CPP), laquelle a qualité pour agir, ayant un intérêt
juridiquement protégé à l'annulation de la décision querellée (art. 382 al. 1 CPP); - à
teneur de l'art. 136 al. 1 let. b CPP, la direction de la procédure accorde entièrement ou
partiellement, sur demande, l'assistance judiciaire gratuite à la victime, pour lui permettre
de faire aboutir sa plainte pénale, si elle ne dispose pas de ressources suffisantes et que

l'action pénale ne paraît pas vouée à l'échec. Cette disposition, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024, formalise la jurisprudence du Tribunal fédéral (cf. ATF 138 IV 86 consid. 3.1.1); - on entend par victime le lésé qui, du fait de l'infraction, a subi une atteinte directe à son intégrité physique, psychique ou sexuelle (art. 116 al. 1 CPP); - en l'espèce, l'examen de ces conditions ne saurait être effectué en l'absence de plainte pénale; - partant, le refus d'assistance judiciaire opposé par le Ministère public, en l'état, est justifié; - le recours sera par conséquent rejeté; - vu l'issue du recours, la Chambre de ceans pouvait statuer sans demander d'observations à l'autorité intimée (art. 390 al. 2, première phrase, a contrario, CPP); - en tant qu'elle succombe, la recourante assumera les frais de la procédure de recours, soit de la présente décision, qui seront arrêtés à CHF 300.- (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP; E 4 10.03). * * * * * PAR CES MOTIFS, LA COUR : Rejette le recours. Condamne A_____ aux frais de la procédure de recours, arrêtés à CHF 300.-. Notifie le présent arrêt, en copie, à la recourante et au Ministère public. Siégeant : Madame Corinne CHAPPUIS BUGNON, présidente; Mesdames Valérie LAUBER et Françoise SAILLEN AGAD, juges; Madame Arbenita VESELI, greffière. La greffière : Arbenita VESELI La présidente : Corinne CHAPPUIS BUGNON Voie de recours : Le Tribunal fédéral connaît, comme juridiction ordinaire de recours, des recours en matière pénale au sens de l'art. 78 de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110); la qualité et les autres conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art. 78 à 81 et 90 ss LTF. Le recours doit être formé dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète de l'arrêt attaqué. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Les mémoires doivent être remis au plus tard le dernier jour du délai, soit au Tribunal fédéral soit, à l'attention de ce dernier, à La Poste Suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (art. 48 al. 1 LTF). PG/251/2024 ÉTAT DE FRAIS COUR DE JUSTICE Selon le règlement du 22 décembre 2010 fixant le tarif des frais en matière pénale (E 4 10.03). Débours (art. 2) - frais postaux CHF 10.00 Émoluments généraux (art. 4) - délivrance de copies (let. a) CHF - délivrance de copies (let. b) CHF - état de frais (let. h) CHF 75.00 Émoluments de la Chambre pénale de recours (art. 13) - décision sur recours (let. c) CHF 215.00 - CHF Total CHF 300.00

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.